

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Lambaréné/Éducation: la commission provinciale de la carte scolaire à pied d'œuvre

PRÉSIDENT de ladite commission, le gouverneur Barnabé Mbangalivoua a ouvert les travaux y relatifs.

Paterne N'DOUNDA
Lambaréné/Gabon

La commission provinciale de la carte scolaire du Moyen-Ogooué, présidée par le gouverneur de la province Barnabé Mbangalivoua, a tenu, le 7 avril dernier, ses assises à l'Hôtel de Ville sur le thème de cette année, à savoir: "une école gabonaise de proximité: action de planification et efficacité au service de la réussite de tous". Deux discours ont été prononcés à l'ouverture des travaux. Celui de la

directrice d'académie provinciale (DAP) du Moyen-Ogooué, Sabine M'biye épouse Mapangou. Et celui du gouverneur Barnabé Mbangalivoua. Ouvrant les travaux, ce dernier a déclaré: "Je viens de faire ma tournée dans le Moyen-Ogooué, j'ai été scandalisé de constater que plusieurs écoles sont fermées ou en voie de l'être lorsqu'elles ne sont pas à l'abandon". D'où cette question qui a dominé les échanges: "comment peut-on parvenir à redéfinir la carte scolaire si l'existant ne fonctionne plus?". Une colle! Si tant est que les maux qui minent le système éducatif et/ou la carte scolaire au Gabon sont légion. Qu'à cela ne tienne, le gouverneur a exhorté les membres de ladite commission à parvenir à des conclusions qui puissent refléter les réalités de l'école dans cette



Les membres de la commission autour du gouverneur Mbangalivoua.

Photo: Paterne N'DOUNDA

région centre du Gabon. Les dernières assises de la carte scolaire remontent en 2010. Onze ans après, l'environnement scolaire a forcément changé. Surtout avec l'arrivée d'internet. D'où le souci des

plus hautes autorités du pays de réorganiser la carte scolaire gabonaise. Histoire, dit-on, de faire le ratio entre l'existant et ce qui reste à faire. Les membres de la commission réunis ont donc examiné, au fond, les

différentes problématiques de la carte scolaire dans le Moyen-Ogooué, au regard des évolutions actuelles en termes (aussi) des effectifs des apprenants qui évoluent au fil des ans, et des enseignants toujours en déficit.

Oyem: Brice Arcadius Moussirou, nouveau préfet du Woleu



Photo: PME/L'Union

Installation du préfet du Woleu, Brice Arcadius Moussirou. IL a été installé dans ses fonctions par le gouverneur du Woleu-Ntem, Jules Djéki.

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

NOMMÉ préfet du département du Woleu (Oyem) à la faveur du Conseil des ministres du 19 février 2021, Brice Arcadius Moussirou a pris officiellement ses fonctions le 9 avril dernier. C'est le gouverneur de la province du Woleu-Ntem, Jules Djéki qui en a présidé la cérémonie d'installation officielle dans le respect des mesures bar-

rières. En présence du président du Conseil départemental du Woleu, Désiré Owono-Ndong, du maire de la commune d'Oyem, Christian Abessolo-Menguey, des préfets, sous-préfets, chefs de corps (défense et sécurité) et chefs des cantons Kyè, Nyè, Woleu, Bissok et Ellelem. Occasion pour le gouverneur Jules Ndjéki d'inviter son nouveau collaborateur à "concilier harmonie, développement socio-économique du département du Woleu avec

toutes ses composantes sociales locales, sans distinction aucune". Pour y parvenir, le promu a été encouragé à travailler en étroite collaboration avec le Conseil départemental, la mairie d'Oyem, les chefs de corps et les auxiliaires de commandement. "Vous devez aussi veiller à ce que nous préservions nos relations de bon voisinage avec nos voisins les plus immédiats du côté de la frontière équato-guinéenne", a poursuivi le gouverneur, qui a ensuite rendu un hommage mérité au préfet sortant, Élie Nziengui, muté dans le département de l'Ogooué et des Lacs à Lambaréné (Moyen-Ogooué).

Le nouveau préfet du Woleu s'engage à être loyal dans l'exercice de ses fonctions de commandement territorial. Non sans remercier les autorités de nomination pour la confiance en lui renouvelée. Avant l'installation proprement dite, le secrétaire général de province, Côme-Clément Bibang, a donné lecture des dispositions du décret 724/PR/MI fixant les attributions, pouvoirs et avantages des personnels et auxiliaires de commandement.

Estuaire/SEEG: René Mbelé, le "président-pionnier", en sa dernière demeure



Photo: CM

Le président Mbelé s'en est allé. DÉCÉDÉ mi-mars, le premier président du Sypeg a été inhumé à Franceville.

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

DÉCÉDÉ brutalement le 14 mars dernier, René Mbelé, membre fondateur du Syndicat des personnels du secteur eau et électricité du Gabon (Sypeg) de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), a été inhumé dernièrement sur sa terre natale de Franceville. Celui qui restera le premier président du Sypeg

– de novembre 1992 à novembre 2020 – soit 28 ans sans discontinuer, laisse un souvenir immuable parmi ses camarades syndiqués. Cela, "au regard des combats pour l'émancipation et les droits des travailleurs des secteurs eau et électricité au Gabon", a confié l'actuel président du Sypeg, André Avellin Mbagou. Lequel a ajouté que le président Mbelé, qui a tiré sa révérence, était un "patrimoine" pour la communauté syndicale de la SEEG. Aussi, comme "une encre indélébile", restera-t-il, à jamais, gravé dans la mémoire collective du Sypeg qui renouvelle sa compassion à la toute la famille explorée et meurtrie par cette perte immense. À l'endroit des membres tout aussi affligés, le président André Avellin Mbagou invite les uns et les autres à réarmer leur moral pour poursuivre l'œuvre entamée par leur "président pionnier". Afin de relever, comme il l'aurait souhaité, les nombreux défis présents et à venir du Sypeg.